

Résolution présentée par la délégation du

Kenya

Thème Objectifs du développement durable

Concerne La privatisation de l'eau

L'Assemblée Générale,

- Consciente que 11% de la population n'a toujours pas accès à l'eau potable et que la rareté de l'eau douce va devenir réalité,
- Constatant le mauvais usage de l'eau dans le monde, dû au gaspillage, à la pollution et à la surexploitation des ressources,
- Observant une attitude passive de certains Etats et le peu d'investissements pour améliorer les infrastructures publiques liées à l'eau,
- Soulignant que lors de grande crises économiques, politiques et sociales l'accès a l'eau se voit perturbé voire coupé, car l'État s'occupe de l'eau et que lors de grandes crises ce n'est plus sa priorité
- Ajoutant l'inégalité entre les Etats dû au fait que chaque Etat gère ses ressources en eau et leur accès différemment, et que, par exemple, il y a un immense écart d'utilisation d'eau par jour entre un Américain(575 litres) et un Kenyan (46 litres)
- Rappelant qu'au rythme où la population utilise l'eau, il n'y en aura plus pour les générations de demain
- Notant que le manque d'eau sur le continent africain n'est pas dû au manque de ressources, mais que 60% de l'eau est perdu lorsqu'elle est transporté de sa source à la surface du continent africain à cause du mauvais état des infrastructures
- Décide
- de privatiser l'eau, car cela lui donnera de la valeur monétaire et ainsi assurerait sa préservation
 - de laisser des entreprises privées s'occuper de la gestion des ressources en eau, avec une surveillance de l'État pour contrôler les prix et la qualité de l'eau afin que les entreprises puissent proposer de nouveaux emplois, car actuellement 32 millions de jeunes africains sont concernés par le chômage
 - de privatiser l'eau par le biais d'entreprises afin de développer l'économie du pays, grâce aux impôts payé par les entreprises
 - d'ouvrir le Kenya aux entreprises désireuses de se développer dans le commerce de l'eau, pour faire en sorte que l'eau ne soit plus une affaire d'État et ainsi ne soit plus lié aux conflits

